

LA PRIORITÉ À L'ÉDUCATION A UNE DRÔLE DE TÊTE

Bien sûr on nous objectera au rectorat, à l'inspection académique ou ailleurs que ce budget pour 2021 est encore une fois le plus élevé de la nation et qu'il est en augmentation par rapport à 2020. Certes mais peut-il en être autrement ?

UN BUDGET DE DÉSENGAGEMENT DANS UN CONTEXTE DE LIBÉRALISME SANITAIRE

Le projet de budget prévoit 1,44 milliards d'augmentation, la même augmentation qu'entre 2019 et 2020. Ce projet prévoit la création de 2 039 postes dans le premier degré, la fermeture de 1800 postes dans le secondaire et pour continuer le développement d'une école inclusive assise sur des emplois précaires, le ministère annonce la création de 4000 nouveaux postes d'AESH. Blanquer a bien compris que pour gérer tranquille il est important comme ses prédécesseurs, de diviser le premier et le second degré : affirmer une prétendue priorité au premier pour mettre en colère le second et inversement si besoin. Nous refusons ce piège. Les effectifs dans les classes de nombreux collègues renforcent le tri scolaire par l'échec et les classes de 35 et plus dans la plupart des lycées programment l'impossibilité pour nombre d'élèves à suivre de réelles études supérieures. Quant au premier degré, les mesures de dédoublement des classes en REP+ absorbent bien plus que les créations de postes et de nombreuses écoles se retrouvent à fermer des classes et à voir les effectifs d'élèves augmenter dans celles qui restent. Dans le même temps, les effectifs de remplaçant·e·s se montrent insuffisants dès le mois de septembre et la formation continue choisie tend à devenir un souvenir.

En 1995, les dépenses d'éducation représentaient 5,8% du produit intérieur brut (PIB). En 2018, ces dépenses qui bien sûr ont augmenté ne représentaient plus que 5,1% du PIB.

La part de ce premier budget de la nation représentera donc l'année prochaine 12% de moins de ce qu'elle représentait il y a 25 ans. Revenir au ratio de 1995 nécessiterait 16 milliards de plus chaque année.

De plus, la préparation du budget se fait comme si tout était normal, comme si les élèves n'avaient pas été privés d'école de mi mars à juin, comme si ce premier trimestre ressemblait à tous les autres premiers trimestres. Pour Blanquer, ce doit être ça la « *continuité pédagogique* » : vendre l'illusion que tout est pareil et que confiné ou pas le système éducatif fonctionne à plein régime. « *Nous sommes prêts* » semble devenir sa phrase préférée. Pendant ce temps sur le terrain dans les écoles, les établissements et les services on improvise face aux difficultés, aux manques de personnels, aux injonctions contradictoires, aux non réponses des hiérarchies intermédiaires, aux difficultés accrues de certains élèves, aux angoisses des familles. Bref l'heure est au « *démordement* »... Notre première revendication pourrait donc être : **FOUTEZ NOUS LA PAIX et mettez rapidement en place un plan d'urgence** comme l'ont une nouvelle fois revendiqué les syndicats (SUD éducation, FSU, FO, CGT) qui appelaient à la grève le 10 novembre. La France est le seul pays d'Europe de l'ouest à n'avoir recruté aucun enseignant supplémentaire pour répondre aux urgences provoquées par la pandémie.

**FOUTEZ NOUS LA PAIX
ET METTEZ RAPIDEMENT EN PLACE
UN PLAN D'URGENCE**

APRÈS LE SÉGUR, LE GRENELLE ?

Les personnels de la santé, ou plutôt une partie des personnels¹ ont eu droit au Ségur qui se solde, après des mois de mobilisations, par un complément de traitement indiciaire de 183 € mensuels.

Pour l'éducation nationale Blanquer l'a dit, ce sera le « Grenelle des enseignants », les choses ont commencé depuis fin octobre, ce sera en janvier et le gouvernement y consacrerait 400 millions d'euros ce qui, pour 860 000 enseignants correspond à 37€/mois. Rappelons quand même que les accords de Grenelle font date car ils obligent en mai 1968 le gouvernement à augmenter le SMIC de 35% et que le jour où s'ouvrent les discussions, il y a 10 millions de grévistes dans le pays...(à méditer...)

SUD éducation ne revendique pas une revalorisation des salaires des enseignant·e·s. SUD éducation revendique une augmentation de salaire pour tous les fonctionnaires. **Il y a dans l'éducation nationale des dizaines de milliers de personnels qui ne sont pas enseignants et qui subissent aussi l'austérité salariale depuis des années. Il y a également des milliers de salariés précaires qui n'ont aucune perspective de carrière et pas même de sécurité de l'emploi.**

Le gouvernement comme ses prédécesseurs depuis 20 ans n'entend pas rompre avec la limitation de la hausse des salaires du secteur public. Au contraire il veut associer cette « revalorisation » à une redéfinition du métier. « *La période*

actuelle est propice à faire évoluer les pratiques » (Blanquer dans *Le Monde* 16 novembre). Dans la préparation du budget, les 400 millions sont évoqués pour une « revalorisation des débuts de carrières et des directeurs d'école ». L'exemple des directions d'école est ici significatif. Chaque fois que le régime indemnitaire a été revu à la hausse cela s'est accompagné – rapidement – par l'augmentation des tâches et donc un surcroît de travail dans une logique « travaillez plus pour gagner plus ». Les premières annonces de Blanquer (*Le Monde*) montrent bien que seulement un tiers des seuls enseignants seraient concernés par une prime allant de 34 € à 100 € mensuels.

Ce vrai faux Grenelle, c'est aussi l'affirmation par le gouvernement du refus d'augmenter les salaires des fonctionnaires. Le point d'indice est bloqué à 4€69 depuis février 2017². Ce point était à 4€42 il y a 15 ans. Les salaires des fonctionnaires ont donc augmenté (hors déroulement de carrière) de moins de 0,4% par an depuis 15 ans pendant que les prix augmentaient de 1% à 3% par an. **Il y a peu de chance que ce dogme de l'austérité salariale vacille si les enseignants seuls agissent seuls pour eux seuls.** Si tel est le cas il ne sortira de là que des primes pour quelques uns, le renforcement de la rémunération au mérite et la division entre les personnels. Le gouvernement pourra ensuite passer à un autre secteur de la fonction publique...

UNE AUTRE POSSIBILITÉ : SE REMOBILISER

- ⚠ Ce gouvernement veut toujours casser nos retraites, nous faire travailler plus longtemps pour des pensions toujours plus réduites
- ⚠ Ce gouvernement travaille à la marchandisation de nos vies et casse tous les services publics (il y a moins de lits dans les hôpitaux de ce pays qu'au mois de mars...fallait oser !)
- ⚠ Ce gouvernement casse les droits de celles et ceux qui sont privé·es d'emplois
- ⚠ Ce gouvernement bloque les salaires et montre la voie à ses amis du Medef

C'EST PEUT ÊTRE AUX FONCTIONNAIRES TOUS ENSEMBLE DE DIRE QUE D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES POUR LES SERVICES PUBLICS, LES RETRAITES ET LES SALAIRES

- ✓ 400 € en + pour tous et toutes.
- ✓ Augmentation des minima sociaux : vivre pas survivre !
- ✓ Abrogation de la réforme de l'assurance chômage
- ✓ Retrait définitif du projet de réforme des retraites par points

¹Ce complément ne concerne que le sanitaire et les Ehpad. Le secteur médico-social est totalement exclu. Aucun plan d'urgence n'a été envisagé et les suppressions de lits continuent. Le ministre Veran a de plus, publié discrètement, début septembre, un décret qui permettra aux hôpitaux de supprimer des postes plus facilement sans avoir à reclasser les fonctionnaires concernés. Voilà la réalité derrière le discours à la gloire des « premiers de corvée ». SUD Santé/Sociaux et la CGT santé ont refusé de signer cet accord.

²Vous multipliez par votre indice et vous aurez votre salaire brut